

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Nations unies/Nomination
de M. Horst Köhler- Liban/Droits
des femmes/Abrogation d'une
disposition pénale
(Paris, 17 août 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Nations unies - Nomination de M. Horst Köhler (16 août 2017)

La France salue la nomination le 16 août de M. Horst Köhler comme envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental.

Elle lui adresse tous ses vœux de réussite et exprime sa reconnaissance à son prédécesseur, M. Christopher Ross, pour sa contribution positive à la recherche d'un règlement pacifique de la situation. Ancien président de la banque européenne pour la reconstruction et le développement et directeur général du fonds monétaire international, M. Horst Köhler a été le président fédéral de l'Allemagne de 2004 à 2010 et dispose d'une expérience internationale et multilatérale très solide.

Comme l'a réaffirmé la résolution 2351 du conseil de sécurité du 28 avril 2017, il est important de relancer sans délai le processus politique conduit par les Nations unies en vue d'une solution juste, durable et mutuellement acceptable. La France considère le plan d'autonomie présenté par le Maroc en 2007 comme une base sérieuse et crédible pour une solution négociée.

Nous assurons M. Horst Köhler de notre plein soutien dans cette mission.

Q - Quelle est la réaction de la France au sujet de la nomination de Horst Köhler au poste d'envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara?

R - Nous vous renvoyons à la déclaration de ce jour.

2 - Liban - Droits des femmes - Abrogation d'une disposition pénale (16 août 2017)

Le parlement libanais a abrogé le 16 août une disposition pénale permettant que l'auteur d'un

viol puisse échapper à des poursuites judiciaires s'il se mariait à sa victime.

Nous félicitons tous les acteurs qui se sont mobilisés en faveur de cette abrogation et saluons cette avancée. Des réserves demeurent néanmoins dans certains cas. Nous formons le voeu qu'elles soient, également, rapidement abrogées.

La France est engagée contre toutes les violences faites aux femmes et les discriminations fondées sur le genre. Elle défend partout dans le monde les droits, l'autonomie et la liberté des femmes, et lutte contre toutes les formes de violences à leur encontre./.